

LA FRATERNITÉ : PEUT-ELLE ÊTRE UN PROJET POLITIQUE ?

Synthèse du débat organisé par le Pacte civique en partenariat avec le Journal des acteurs sociaux

Dans cette période d'incertitudes, et à la veille d'enjeux électoraux importants, le Pacte civique a souhaité organiser un débat sur la fraternité, entre quatre acteurs fortement engagés dans la revalorisation de la fraternité : Alexia Germont, présidente du think-tank France Audacieuse ; Régis Passerieux, membre du courant Les Poissons roses et candidat à la primaire de la Gauche ; Jacques Péliissard, maire de Lons-le-Saunier, ex-président de l'Association des Maires de France (AMF), député et membre du parti Les Républicains ; Jean-Louis Sanchez, président du collectif Appel à la fraternité et délégué général de l'Observatoire du développement et de l'action sociale (Odas).

PAR LA RÉDACTION AVEC LA PARTICIPATION DE MARIANNE VIORT

JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD, l'un des fondateurs



© DR

du Pacte civique, introduit le débat en insistant sur l'actualité et l'urgence d'une traduction politique de la fraternité. Dans un moment de fort repli sur soi face à une mondialisation qui a durci les rapports entre bénéficiaires, victimes et

profiteurs de la mondialisation, le manque de fraternité semble plus que jamais le nœud des problèmes. Or cette troisième valeur, au cœur de l'identité française, a été délaissée, parce qu'on a cru, ou feint de croire, que les mécanismes de solidarité sociale épuisaient le sujet, ce qui n'est, à l'évidence, pas le cas. Le problème des migrants en offre la dernière illustration. Ce troisième terme de la devise républicaine, les hommes politiques l'évoquent sans le travailler – est-ce un régulateur pour une juste liberté ou une inégalité non uniformisante ? Est-ce un droit ou un devoir ? Les politiques publiques doivent-elles

être évaluées à cette aune ? Les entreprises doivent-elles être fraternelles ? Dans cette année d'échéances électorales, il faut interpeller les candidats, leur demander s'ils sont prêts à en faire un des grands chantiers de débat collectif du prochain quinquennat.

C'est d'autant plus important que cette notion est au cœur du mystère humain, interface entre l'individuel et le collectif, entre le laïque et le spirituel. Il est important de la faire émerger à l'occasion des prochaines échéances électorales et de la faire vivre pendant tout le prochain quinquennat.

OSER UNE FRATERNITÉ QUI S'ASSUME

En effet, la fraternité est plus qu'une vertu, c'est un principe de discernement pour aider à déterminer la liberté légitime et l'égalité féconde. C'est un principe d'inspiration et de créativité, une attitude... un concept en tous cas extrêmement riche à explorer.

Le Pacte civique l'associe aux trois autres valeurs fondamentales qu'il défend, la créativité, la sobriété et la justice. Et il faut y insister, ces quatre valeurs sont indissolublement liées.

Nos collectifs locaux s'efforcent de les mettre en œuvre sur le terrain. Ainsi, comme l'a rappelé son animateur, Nicolas Planty, le collectif de Paris est à l'initiative d'un questionnaire sur le thème de la fraternité autour de quatre axes : Comment instiller de la fraternité autour de soi ? Quels freins qui s'y opposent ? Comment évaluer ce qui existe ? Comment améliorer la situation ? Il réfléchit à la mise au point d'un guide pratique de la rencontre avec l'autre, celui qui est différent. Voilà le genre d'initiatives qu'il faut multiplier pour changer d'échelle.

La fraternité, c'est aussi une pratique qui passe par la confrontation, qui ne nie pas les conflits, mais veut les affronter sans annihiler l'autre. C'est enfin une pratique qui doit accepter humblement de poser, à un moment donné, des frontières, et accepter, avec Héraclite, que "tout arrive par discorde ou par nécessité".

Il est heureux de confier la première intervention à Jean-Louis Sanchez, pionnier dans ce domaine qui a lancé dès 1999 un important Appel à la fraternité, décliné ensuite avec les maires, et dont il a réussi à faire une grande cause nationale en 2004.

JEAN-LOUIS SANCHEZ : L'URGENCE D'UN PROJET POLITIQUE



© DR

Jean-Louis Sanchez commence son intervention en relevant que, face à l'extrême gravité de la situation, la fraternité ne doit pas être interprétée seulement comme une quête de générosité. C'est une question de survie !

En effet, nous sommes confrontés à une série d'enjeux majeurs. A côté de ceux, bien connus, sur lesquels il ne s'étend pas – l'enjeu économique, l'enjeu écologique (il cite un seul chiffre : la disparition de 50 % des espèces en 40 ans), le brutal surgissement de l'enjeu sécuritaire, l'enjeu technologique (faut-il vraiment autoriser l'intelligence artificielle à s'autonomiser entièrement ?), il veut insister sur deux questions qui lui paraissent particulièrement graves.



LAISSER LES INITIATIVES LOCALES S'ÉPANOUIR

La Loi NOTRe d'août 2015 qui en portant une nouvelle organisation territoriale fondée sur le regroupement forcé des communes sous l'égide du préfet va détruire le gisement de vivre-ensemble que représente l'échelon communal. Et surtout le déficit de valeurs et de liens qui s'accroît depuis que l'autonomie de l'individu est devenue une fin en soi et non plus un levier pour créer du vivre-ensemble harmonieux. C'est ce phénomène qui pousse certains jeunes à se réfugier aujourd'hui dans une identité religieuse ou communautariste faute de grand projet pour se projeter dans une identité nationale.

Face à ces défis et alors que la France peine à faire émerger une façon de faire de la politique autrement, quelles réponses apporter ? Elles convergent, pour lui, autour de l'idée de laisser les initiatives locales s'épanouir en révisant notre manière de faire de la politique sur un certain nombre de points : Repenser complètement l'engagement citoyen, en réinstaurant le service national dans sa déclinaison civique, en obligeant chacun à s'investir dans le bénévolat, en favorisant la complémentarité entre la solidarité juridique et les autres solidarités



naturelles, dont le voisinage. En tirant un meilleur parti du capital d'expérience que représentent les aînés dans chaque commune.

Repenser l'éducation autour de l'idée d'un temps aménagé pour faire leur place à des activités proposées par des bénévoles, qui se distinguent de celles qui poussent à la compétition. Remettre l'école au cœur du quartier, en en faisant l'espace de rencontre entre générations et habitants, en développant les réseaux de solidarité, d'échange de savoirs, en s'appuyant sur cette ressource exceptionnelle que représentent les travailleurs sociaux dont certains pourraient tenir des permanences dans les écoles.

Mais aussi repenser le service public en réhabilitant le concept de mission et d'engagement, et en ouvrant le recrutement de ses dirigeants aux milieux associatifs et entrepreneuriaux. Et veiller à ce que le service public encourage les initiatives locales au lieu de les asphyxier en s'abritant derrière le principe de précaution.

Enfin, réhabiliter l'éthique dans toutes les formes d'intervention, y compris celles du monde associatif qui, en concentrant ses forces ces vingt dernières années sur la recherche de moyens, s'est détourné de ses valeurs originelles. Et ne pas craindre de réhabiliter le rôle de l'expertise dans les décisions à prendre dans une phase de mutations qui s'accélèrent. Renforcer la valorisation des rapports d'évaluation (de la Cour des Comptes par exemple) et créer à cette fin un nouvel organisme issu de la fusion du Sénat et du Conseil économique, social

et environnemental. C'est un gros chantier qui prendra du temps. Il convient de l'entreprendre dans une lecture politique de la fraternité.

JACQUES PÉLISSARD : LE RÔLE INCONTOURNABLE DES MAIRES



Jacques Péliissard, qui s'exprime à partir de son expérience de maire de Lons-le-Saunier et d'ex-président de l'Association des Maires de France, déplore lui aussi que la fraternité soit le parent pauvre de la devise républicaine. Il a fallu attendre 1 848 pour qu'elle

s'ajoute aux deux autres valeurs de la devise républicaine, car elle a eu longtemps une connotation religieuse qui dérangeait – pour être frères il faut avoir un Père universel. Mais sa faiblesse principale est qu'elle n'est pas porteuse de normes juridiques comme le sont la liberté et l'égalité. Pourtant, c'est elle qui permet de transcender les clivages et de renforcer la cohésion sociale. À l'exception du service civique créé en 2010 et amélioré par l'actuelle majorité, qui concerne aujourd'hui 85 000 personnes, l'Etat, quel qu'ait été le gouvernement, a été défaillant en la matière. Il est donc très favorable à l'organisation d'un débat national sur la fraternité pour irriguer

demain l'ensemble des actions de l'Etat. Et il est convaincu, avec Jean-Louis Sanchez, que c'est aux communes d'assumer ce rôle.

UNE LÉGITIMITÉ FONDÉE SUR LE LIEN DE PROXIMITÉ

Il reprend la critique de la dernière réforme de la décentralisation qui, en instaurant une dilution de la responsabilité municipale peut conduire à atténuer l'impact des maires sur la fraternité. Il rappelle que le maire a une compétence générale et peut agir dans tous les secteurs de la vie sociale, culturelle, sportive, scolaire, environnementale... de sa commune, ce qui doit faire de lui l'homme-orchestre de la fraternité, et de la commune l'échelon essentiel du territoire pour sa mise en œuvre.

Pour illustrer son propos, il puise dans sa pratique quelques exemples d'"actions fraternelles" : la mise en place à Lons-le-Saunier, avec le réseau Tiss'âge, d'un système de coopération intergénérationnelle pour sortir les personnes âgées de leur isolement ; la volonté d'associer aux commémorations du 11 novembre l'ensemble des citoyens de tous âges et toutes origines pour renforcer le sentiment d'appartenance à une histoire et un territoire ; le refus, à l'inverse, de la création d'une équipe de football dans un quartier sur une base ethnique. Sur le plan économique, lorsqu'il était président des Maires de France, il a prôné l'association de tous les talents, de toutes origines, à la vie de la cité soit comme élus soit dans les équipes techniques et administratives de la mairie. Il a promu l'école de la deuxième chance, il a ouvert les emplois d'été (jusqu'à réservés aux enfants du personnel municipal) aux jeunes des quartiers. Enfin, en matière culturelle, il a facilité la création d'un lieu de prière pour les Turcs et d'un autre pour les Maghrébins sur la base d'une laïcité fondée sur la confiance et l'ouverture d'esprit réciproques.

Et c'est sur ces éléments qu'il veut conclure, le maire doit être l'acteur principal de la fraternité en raison du lien de proximité qui fonde sa légitimité sur la confiance. Pour imposer cette volonté de vivre-ensemble dans un lien fraternel qui ne se décrète pas, il dispose de trois outils essentiels : le respect que chacun doit porter à l'autre et que l'autre doit porter à la collectivité municipale ; la justice afin que personne ne se sente marginalisé

dans ses droits et assume ses devoirs vis-à-vis de la collectivité municipale ; enfin une conception ouverte de la laïcité qui lie le respect de l'autre au respect, par les porteurs des différentes convictions, des valeurs du vivre-ensemble.

RÉGIS PASSERIEUX : LES LEVIERS DU CHANGEMENT



Régis Passerieux aborde la fraternité de la même manière, mais en plus pessimiste, que celle de Jacques Pélissard. Si la fraternité n'existe pas dans notre appareil législatif contrairement à la liberté ou à l'égalité, cela relève, pour lui, d'un ancrage très profond dans l'héritage

culturel de rationalisme exacerbé et austère qui nous caractérise. Nous avons refoulé toute vision de la Nation comme collectivité affective et ce n'est pas étonnant si cette valeur a surgi dans un moment de bouleversement romantique comme la Révolution de 1848. Si elle revient aujourd'hui à l'ordre du jour c'est qu'on a atteint avec la mondialisation un tel degré de relâchement du lien social qu'il est temps d'en faire le sujet numéro un de nos préoccupations.

Il s'appuie, à son tour, sur son expérience d'élus local (18 ans dont 12 comme maire d'Agde), sur ces nombreux voyages et séjours à l'étranger (dont 5 ans en Chine) pour fustiger la propension nationale à cultiver le malheur dans les relations sociales, pour dénoncer la fraternité compassionnelle trop narcissique née au lendemain des attentats, pour regretter une campagne des primaires de la Droite où on préfère s'affronter sur des calculs de dette, d'impôts, d'investissements plutôt que de s'atteler à construire ensemble, avec appétit, un projet politique alternatif ! Pour dénoncer enfin les deux seules réponses que le parti socialiste est aujourd'hui capable d'apporter chaque fois qu'un besoin s'exprime : plus de lois techniques sans âme ou l'allocation d'un budget, sans discernement ni priorisation.

En conséquence il propose plusieurs axes. Définir le bon périmètre et, contrairement aux



deux autres intervenants, il n'est pas sûr que ce soit au niveau de la commune. Il plaide pour la sauvegarde de l'universalisme contre l'éparpillement à une échelle de plus en plus petite qui favorise le clientélisme. Le maire sert trop souvent d'exutoire pour compenser ce que la fraternité de voisinage n'assume plus. La Nation reste probablement pour longtemps le lieu où exprimer un tel projet.

RESPONSABILISER LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Changer le mode d'action publique : le système actuel est allé beaucoup trop loin dans la volonté de "normer", la prolifération de lois ponctuées de règlements, procédures et circulaires qui font que l'État ne sait plus répondre à la demande de fraternité telle que nous la lui adressons. Il faut retrouver un équilibre plus satisfaisant dans la manière de gérer la politique et ce n'est pas une question de moyens. Il faut moins de lois et plus de fonctionnaires sur le terrain, dotés de pouvoirs plus larges, pour résoudre les problèmes avec les citoyens ; accorder plus de confiance aux initiatives de la société civile en exigeant plus d'engagement du citoyen. En matière économique, il faut introduire plus de confiance dans le capital social sans oublier d'associer les sous-traitants. Globalement, face à la vision identitaire de la fraternité proposée par certains ou la demande de retour impossible aux grands mécanismes de solidarité dont l'Etat n'a plus les

moyens, il existe une voie moyenne qui doit s'appuyer sur les citoyens, en leur confiant des missions et les moyens de les réaliser. Il est temps que les politiques aient le courage d'interpeller les citoyens. En ce qui le concerne, il entend porter ses idées au sein de la primaire de la Gauche.

Car dans le contexte électoral actuel, on est guettés par deux risques : le premier est la surenchère de gestion des désirs exprimés par tous auxquels on n'a pas les moyens de répondre ; il faut avoir le courage de le dire. Le second est l'incapacité du système d'assistance à continuer à vouloir couvrir tous les risques, totalement. La question n'est pas celle des moyens, on faisait beaucoup plus sous la III^e République avec beaucoup moins de moyens. Ce qu'il faut pour refaire fonctionner la société, c'est faire des choix de responsabilisation et il faut les faire avec les citoyens et les élus. Au-delà des mécanismes publics de mise en œuvre des politiques, un discours courageux d'interpellation des citoyens, qui leur rappelle leur devoir, est l'une des missions, et peut être même la première, d'un homme politique digne de sa fonction.

ALEXIA GERMONT : L'IMPLICATION CITOYENNE



Alexia Germont préside le tout nouveau think-tank France Audacieuse qui se distingue des 46 autres plus ou moins liés aux partis politiques, pour porter la voix de la société civile. En effet, France Audacieuse fait le pari que l'opinion publique est suffisamment mature pour s'emparer d'un discours de vérité libre dans le ton, audacieux, parfois complexe car le monde d'aujourd'hui l'est. Le combat contre les dangers qui nous menacent se gagnera par les idées, s'il est mené avec courage, pragmatisme et sincérité. Alexia Germont, issue elle-même de la vie associative (Nous citoyens puis Génération citoyens), a pu constater les difficultés à peser dans le débat public. La sensibilité de longue date des membres de France audacieuse à la fraternité la relie au Pacte civique.

L'ACTUALITE DU PACTE CIVIQUE

Depuis son lancement en juin 2011, le Pacte civique a développé son ancrage local avec la création de dix collectifs locaux. Ce qui lui a permis de consolider ses axes de réflexion dans quatre directions : la fraternité, l'emploi, l'Europe et la qualité démocratique. Il sera d'ailleurs prochainement en mesure de publier un ouvrage sur la mutation démocratique, en complément de ses rapports issus de l'observatoire de la qualité démocratique. Sur le terrain de la fraternité, le Pacte civique organise régulièrement des petits déjeuners sur des thèmes liés : le service civique, le bénévolat... www.pacte-civique.org

Elle dresse le constat préliminaire, celui d'une République malmenée sur deux plans : en premier, la défaillance de notre contrat social en matière d'éducation, de perspective de vie digne, de capacité à faire fonctionner un parcours républicain pour tous ; en second lieu, les attaques terroristes dont la République a été le terrain et les coups de boutoir que lui portent les différents communautarismes politiques.

La fraternité lui semble une belle arme pour "réparer la République". Comment ? D'abord, elle n'est pas seule, la laïcité peut aider aussi en ancrant notre République dans une lutte sans faille contre les extrémismes religieux. La fraternité n'est pas très aimée des politiques parce qu'elle s'incarne dans un projet à long terme à travers l'éducation, parce qu'elle ne se décrète pas mais relève d'une adhésion volontaire et partagée. À notre niveau à tous, elle consiste à aller vers l'autre, celui qui ne nous ressemble pas, avec une bonne capacité de distance par rapport à nos propres convictions mais sans reniement "Pour rencontrer un autre que soi, il faut avoir un soi", comme dit Paul Ricœur. Pour conclure son propos sur une note optimiste, elle cite le projet "Aladin" créé par la Fondation pour la mémoire de la Shoah sous l'égide de l'Unesco dans le but de promouvoir les rapprochements interculturels contre le négationnisme et le racisme en rendant disponible en arabe, en turc et en persan des informations objectives sur la Shoah ou des documents comme le Journal d'Anne Frank. ■

Solutions de téléassistance
N°1 en France

présenceverte
des seniors

Claude # 79 ans

Une assistance 24h/24 et 7 j/7 pour rester chez soi en toute sécurité

Un matériel performant installé par nos professionnels à votre domicile

Des agences partout en France soit plus de 350 conseillers à votre écoute

Une démarche simple pour une assistance immédiate et rassurante

Présence verte est le premier téléassisteur à avoir compris l'attachement des seniors à leur mode de vie actif et à prendre en considération leurs attentes en matière d'autonomie et de sécurité.

Présence Verte, un partenaire fiable et responsable pour les collectivités

Les solutions Présence Verte sont une réponse aux attentes des collectivités, institutions, associations et acteurs médico-sociaux dont la priorité est de préserver le maintien à domicile de leurs patients et citoyens.

Venez à notre rencontre : Congrès UNCCAS Clermont-Ferrand du 28 au 30 septembre et salon SAP Paris du 15 au 17 novembre 2016.

N°Cristal 09 69 39 38 38
APPEL NON SURTAXÉ

www.presenceverte.fr

LES VILLES AU CŒUR DE L'ENJEU CLIMATIQUE



Vancouver se rêve "la ville plus écologique du monde" en 2020

À l'heure où la lutte contre le réchauffement climatique n'a jamais été aussi urgente, les États ne sont pas les seuls à devoir et pouvoir agir. Les villes sont en effet aux premiers rangs des causes, mais aussi des remèdes. Habitat, valorisation des déchets, végétalisation, transport... l'écologie a le droit de cité.

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

Parce qu'elles sont à l'origine de 70 % des émissions des gaz à effet de serre dans le monde, les villes sont principalement concernées par les indispensables changements de modes de production, de consommation et de déplacements. Une responsabilité dont elles ont de plus en plus conscience, en témoigne l'événement inédit du 4 décembre 2015. Ce jour-là, alors que les états débattaient dans le cadre de la COP 21, des élus représentant 1000 villes du monde (de Rio de Janeiro à Sydney en passant par Séoul, Bamako ou Los Angeles...) se retrouvaient à l'Hôtel de Ville de Paris. Loin des tractations des États, ces maires s'engageaient solennellement à réduire de 80 % d'ici à 2050 les émissions de gaz à effet de serre de leurs métropoles. Objectif ambitieux, voire utopiste pour certains

observateurs, mais qui sera de plus en plus nécessaire. Car les villes ne cessent de grignoter du terrain sur les campagnes. Une étude de l'Insee a ainsi montré que la superficie de l'espace urbain français avait progressé de 19 % entre 2000 et 2010.

RÉINVENTER LA VILLE

Dans sa conception actuelle, la ville bâtie autour des grands routiers, n'est pas un modèle d'écologie. D'ailleurs plus de 60 % des Français utilisent la voiture tous les jours ou presque et 69 % des actifs l'utilisent pour se rendre quotidiennement au travail selon un sondage BVA. Réinventer la ville pour la rendre plus écologiquement vertueuse c'est donc lui faire dépasser le statut de "site de travail et de loisirs" pour en (re)faire un vrai lieu com-

munautaire mais aussi un lieu de production végétalisée, économe en énergie voire producteur d'énergies propres.

La bonne nouvelle, c'est que les villes du monde entier foisonnent déjà d'expérimentations et de réussites en la matière.

Partons à Vancouver où, dès son élection en 2009, le maire Gregor Robertson, s'est donné comme objectif de faire de sa ville, la cité la plus écologique du monde d'ici 2020. Présomptueux ? Sans doute, mais la politique engagée a déjà porté de nombreux fruits. Ainsi, la rénovation du plan de circulation urbaine a permis de faire en sorte que la moitié des déplacements dans Vancouver se font déjà en transport en commun, à pied ou à vélo. En moins de 10 ans, le nombre de kilomètres parcourus en voiture par personne a diminué de 21 %. La ville accompagne également le développement de potagers communautaires et de fermes urbaines. Consommer



©visitdenmark.com

**Copenhague compte
265 000 vélos pour
252 600 voitures**

local, chez soi ou au restaurant, est entré dans les réflexes des Vancouverois et cette consommation a déjà augmenté de plus de 30 %, l'objectif de la commune étant fixé à +50 % d'ici 2020. Démarche plus originale, une partie de la chaleur des eaux usagées – douche, vaisselle, lessive... – est récupérée pour fournir un chauffage à plus de 15 000 foyers. La ville s'est aussi dotée d'un code du bâtiment très rigoureux afin de réduire l'empreinte carbone des bâtiments en construction, a inauguré plusieurs nouveaux parcs, a installé plus de 200 bornes pour véhicules électriques, etc. Bref, le Canada montre l'exemple. Copenhague se veut, quant à elle, particulièrement exemplaire en matière de transport. La capitale danoise vient ainsi de voir le nombre de vélos en circulation dans la ville passer à 265 700 pour 252 600 voitures. Il faut dire que depuis 2005, la ville a dépensé plus de 135 millions d'euros pour améliorer le réseau de pistes cyclables. En 20 ans le trafic des vélos a augmenté de 68 % et chaque jour plus d'un million de kilomètres sont parcourus à la force des mollets.

Toujours au nord, Stockholm s'est lancée dans un chantier vert... pharaonique. Lancé en 2009, le futur quartier de la capitale suédoise, le "Stockholm Royal Seaport" s'étendra sur 236 hectares et accueillera 12 000 nouveaux logements, des espaces économiques et aires culturelles et de détente. Il se construit comme un laboratoire grandeur nature pour les dernières technologies vertes. Par exemple, un réseau sous-terrain de collecte des déchets permettra non seulement de réduire de 90 % la pollution par rapport aux traditionnels transports par camions, mais aussi de produire de l'énergie verte. En effet, la chaleur générée par le cheminement des déchets (qui fument à 70 km/h !)

DÉSORDRE PLANÉTAIRE : TOUS LES CLIGNOTANTS VIRENT AU ROUGE

Conformément aux prévisions sur l'évolution du climat du GIEC, l'Organisation météorologique mondiale a établi qu'en 2016 la température moyenne a augmenté de 1,2° C par rapport à ce qu'elle était dans les années cinquante. Et en particulier dans les régions arctiques, de 6 à 7°. D'ailleurs au mois de décembre la température de cette région qui devrait être inférieure à -25° n'était que de -5%. Ce qui risque de provoquer un étiolement accéléré de la glace de mer avec des conséquences extrêmement inquiétantes sur la montée des eaux. Le réchauffement des eaux menace également la vie sous-marine. L'année 2016 s'est ainsi avérée catastrophique pour la Grande Barrière de corail, dans le nord-est de l'Australie, qui a perdu en moyenne 67% de ses coraux en quelques mois selon le Centre d'excellence de l'Université James Cook.

Parallèlement au réchauffement climatique, l'absence de politique de défense de l'environnement accentue la disparition d'autres espèces. Plus de la moitié des vertébrés ont disparu en quarante ans, et si rien n'est fait ce seront près des deux-tiers qui n'existeront plus en 2020. C'est sur ce triste constat que se sont penchés entre les 4 et 17 décembre à Cancun les 196 états qui font partie de la Conférence sur la Diversité Biologique. Une course contre la montre est engagée, car par exemple malgré les bonnes intentions affichées sur la protection de la forêt amazonienne, celle-ci n'a jamais été autant détruite. Selon les relevés de l'Institut national pour la Recherche spatiale, près de 8.000 km² de forêts ont été détruits dans l'Amazonie brésilienne entre août 2015 et juillet 2016, soit 29% de plus que l'année précédente.

sera récupérée pour contribuer au chauffage des bâtiments. Des cellules photovoltaïques de très haute performance seront aussi installées sur les toits des immeubles et une usine de biocombustible ultramoderne produira chaleur et électricité. D'ici 2020, chaque résident ne devrait pas émettre plus de 1,5 tonne de CO₂ par personne et par an, contre 4,5 tonnes en moyenne pour le reste de la population. En 2030, ce quartier entend être totalement libéré de sa dépendance aux énergies fossiles.

En France, Paris peut se féliciter d'avoir su réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 10 % en dix ans. Une chute qui s'explique d'abord par la lutte contre la présence de la voiture : la circulation automobile des Parisiens a décliné de 30 % sur la même période. La métropole de Lyon, est quant à elle, la première de France à imposer un coefficient de végétalisation de 30 % à toutes les nouvelles constructions, dont la moitié en pleine terre pour faire pousser de grands arbres. L'objectif est, notamment, d'améliorer le rafraîchissement de la ville. De son côté, Lille a mis en place "une politique d'habitat durable" généralisée depuis 2008. "86 % des logements livrés neufs entre 2008 et 2014 affichent des performances énergétiques supérieures à la réglementation thermique 2005", souligne la capitale nordiste. Celle-ci dispose aussi d'une "Maison de l'habitat durable" qui a ouvert ses portes dans le quartier de Wazemmes en 2013. Dans ce guichet unique, des experts accompagnent et conseillent particuliers et artisans dans leurs projets de construction et de rénovation. Enfin, la métropole lilloise s'est dotée dès 2007 d'un Centre de valorisation organique qui transforme les déchets des habitants en biocompost



© F. Gubiliato, Ville d'Albi

Création d'un potager à l'École de l'art et des matières d'Albi

et en biogaz (4 millions de mètres cubes chaque année) ce dernier permettant de faire rouler une centaine de bus dont le moteur a été adapté.

À l'autre bout de l'hexagone, la ville d'Albi a lancé un plan pour qu'à l'horizon 2020 tous les habitants puissent se nourrir de denrées produites dans un rayon de 60 kilomètres autour de la préfecture tarnaise. L'idée de la municipalité n'est pas d'interdire les autres denrées, mais d'initier une prise de conscience. Le projet municipal est mené en partenariat avec l'organisation "Les Incroyables Comestibles" et s'appuie sur plusieurs actions : l'installation de néo-marais sur une vaste friche qui se veut le laboratoire municipal de l'installation d'agriculteurs urbains ; l'installation de potagers "libre-service" dans tous les espaces verts végétalisables de la ville, par la réhabilitation des jardins ouvriers et des potagers délaissés par les personnes âgées notamment, des partenariats entre les agriculteurs et les supermarchés locaux.

Ce petit tour de monde, loin d'être exhaustif n'a pour objet que de montrer la vivacité des réponses locales. Il aurait aussi pu passer par Wellington qui sait si bien recourir à l'éolien et aux forces maritimes pour produire de l'énergie, par San Francisco qui se pose en championne du recyclage des déchets ou encore par Bahía de Caráquez, une ville touristique d'Équateur. Dévastée par des catastrophes naturelles en série dans les années 90 que le gouvernement local et les ONG ont décidé de la rebâtir en faisant "une ville durable" qui préserve la biodiversité, lutte contre l'érosion, a généralisé le compostage des déchets organiques, etc. Partout dans le monde, des élus municipaux inventent donc avec leurs administrés et les associations locales des solutions souvent plus efficaces et plus concrètes que les grands engagements solennels des États. ■

À Lille, la Maison de l'habitat durable, accompagne tous les porteurs de projets.



© Maison de l'habitat durable de Lille